

## Science et politique à l'aune de la pandémie Covid-19

### Le poids de la modélisation dans les décisions européennes en matière d'énergie et d'environnement

Domenico Rossetti di Valdalbero\*

@ 31545

***Dix ans déjà que j'écrivais sur cette problématique du lien entre science et politique dans le domaine de l'énergie et de l'environnement. Donc, bien avant la pandémie de la Covid-19 où nous nous sommes habitués pendant deux ans à ne voir sur nos écrans et à ne lire dans nos quotidiens que des opinions de scientifiques et d'experts. Le politique a justifié la plupart de ses décisions (confinement, mise en quarantaine, vaccination, etc.) sur base des avis des éminences grises. Le lien entre science et politique a rarement été aussi tendu.***

Avec du recul, et je renvoie les lecteurs à *La Revue de l'Énergie* n° 608 de juillet-août 2012 [Rossetti di Valdalbero, 2012], je ne changerais pas mon opinion sur les forces et les faiblesses de la modélisation, sur les nécessaires évaluations ex post et ex ante menées avec les modèles E3 (Économie-Énergie-Environnement), sur le besoin de chiffrage systématique afin d'éclairer les décideurs politiques de l'impact attendu de leurs actions, ainsi que sur les interactions entre scientifiques et autorités publiques (Commission européenne et ses directions générales, États membres y compris dans les Comités, et Parlement européen et ses différentes commissions sectorielles).

Je reste convaincu que le souhait d'une meilleure gouvernance passe largement par des analyses aussi cohérentes et objectives que possible des impacts économiques, technologiques et sociaux des choix politiques. Quand on parle d'avenir, de prospective et de projections, les modèles et les scénarios restent des

outils privilégiés afin d'explorer l'éventail de possibilités et contraster les options.

Confrontée à un Conseil des ministres solidement ancré sur les intérêts nationaux, à un Parlement européen élu démocratiquement et des parties prenantes — *stakeholders* — toujours plus exigeantes sur la scène européenne, la Commission légitime le bien-fondé de ses actions sur la science, sur la «force des chiffres» y compris les résultats de la modélisation.

Néanmoins, dix ans après, je relèverais cinq points saillants en complément à mon article original (ces points pourraient d'ailleurs inspirer des étudiants pour des thèses en économie, sciences politiques ou sociologie).

Premièrement, comment mieux évaluer le «bien commun» qui est beaucoup plus que la somme des intérêts particuliers. Que l'on pense à la sécurité d'approvisionnement énergétique ou la transition socioécologique, le «bien commun européen» est le fruit d'interconnexions

\* Commission européenne.

plus fortes et de solidarités entre États membres, entre pays qui ont opté, par exemple, l'un pour le nucléaire et l'autre pour les renouvelables. Le prix Nobel d'économie Elinor Ostrom montrait que la « gestion des communs en commun, selon des règles de partage et de réciprocité, contribue à leur durabilité ». L'individualisme dans la sphère privée, l'égoïsme dans la sphère publique et l'absence de solidarité entre États membres de l'Union sont à l'opposé du bien commun. L'économie partagée et l'effet de réseaux offrent quant à eux un grand potentiel.

Secundo, l'expérience de la pandémie l'a montré à merveille : l'humilité doit être de mise et les résultats scientifiques prennent parfois plus de temps que ne le voudrait la société (cf. effets secondaires du vaccin, opportunité ou non de vacciner les enfants et les jeunes, etc.). Ce qui était vrai hier ne le sera sans doute pas demain (cf. variants de la maladie). Une fermeture des gazoducs vers l'Union semblait très peu probable avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022. Aujourd'hui, beaucoup estiment que c'est une arme possible et qui risque d'être utilisée. Après 26 Conférences des Parties sur les changements climatiques (COP) et avant la COP27 de Charm el-Cheikh fin 2022, le charbon apparaissait comme un combustible du passé en Europe. La *realpolitik* et le froid potentiel de l'hiver dans les foyers pourraient changer la donne. Les véhicules électriques sur lesquels peu auraient parié en 2012 (année de sortie d'usine de la première Tesla) semblent aujourd'hui en voie de devenir une réalité dans l'Union européenne.

Troisièmement, l'enchevêtrement entre scientifiques et politiques n'a jamais été aussi fort. Quand les premiers deviennent des stars médiatiques et que les seconds se fient à eux, le mariage est autant de passion que de raison. Quand il s'agit de fixer des objectifs de long terme comme la neutralité carbone en 2050, ou des niveaux de renouvelables ou d'efficacité énergétique à atteindre en 2030, ou de proposer les options techno-économiques au meilleur rapport coût-bénéfice, ou la valorisation monétaire des dommages socio-environnementaux de l'énergie (coûts externes), ou

l'établissement d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union, le politique ne peut se passer de l'expertise scientifique. Cette interaction peut être aussi fructueuse (cf. avis équilibrés, impartiaux, rigoureux) que dangereuse (cf. éthique et déontologie des chercheurs, risque de conflits d'intérêts).

Quatrièmement, dans une démocratie moderne et développée, comme c'est le cas dans l'Union européenne, les citoyens sont en droit de savoir pourquoi et sur quelle base objective les gouvernants proposent telle ou telle politique. Dans le jargon européen, il est fait référence à l'*Impact Assessment*, à l'évaluation d'impact. Mais les outils quantitatifs et les modèles utilisés pour ces exercices ne sont pas toujours suffisamment transparents. Quid de l'ouverture des codes sources à l'ère de l'*open science* et de l'*open access*? Qu'en est-il des hypothèses contenues dans le scénario de référence (*business as usual*)? Quels taux d'actualisation sont de vigueur? Quel est le coût de l'inaction? Quelles sont les variables exogènes et endogènes?

Enfin, il n'y aurait sans doute pas eu de Kyoto, d'Accord de Paris ou de European Green Deal sans le substrat scientifique et de modélisation qui a donné une légitimité, une *auctoritas* technique aux politiques proposées par la Commission (technocratie par excellence qui traduit les résultats scientifiques en initiatives politiques) au législateur européen, c'est-à-dire au Conseil des ministres et au Parlement européen qui les adoptent. Si la Commission propose et le Conseil des ministres et le Parlement disposent, les scientifiques sont en amont de l'élaboration des propositions de l'exécutif européen (cf. groupes d'experts, études préliminaires, conférences). D'où le titre de mon ouvrage *The Power of Science* publié voici plus de dix ans.

En conclusion, le politique risque d'être tenté d'utiliser les résultats des modèles sans finesse, sans analyse de sensibilité, de prendre (trop) de libertés sur la signification exacte des hypothèses, des scénarios et des résultats des modèles. Sur le plan européen, voilà sans

doute un rôle clé de la Commission pour les dix prochaines années : faire valoir son « charisme technique », traduire les questions complexes en langage politique et utiliser son indépendance afin, en même temps, de préserver la science et faire avancer la politique. La Commission garantit la fonction d'honnête courtier entre deux soucis également légitimes : celui de la crédibilité scientifique et celui de l'action politique. Les chiffres — les plus objectifs et consistants possible — sont indispensables pour éclairer le débat public. Mais le politique doit ensuite faire ses choix et assumer ses décisions. Voici 2000 ans, Sénèque disait : « Quand tu auras cessé d'espérer, je t'apprendrai à vouloir ».

### RÉFÉRENCE

Domenico Rossetti di Valdalbero, 2012. « Science et politique. Le poids de la modélisation dans les décisions européennes en matière d'énergie et d'environnement », *La Revue de l'Énergie*, n° 608, juillet-août 2012.

### BIOGRAPHIE

**DOMENICO ROSSETTI DI VALDALBERO** est chef d'unité adjoint « Recherche Euratom » à la Commission européenne, Direction générale Recherche et Innovation (Direction Planète propre) après avoir été en charge du « Charbon et de l'Acier » (Direction Technologies industrielles). Auparavant, il a été responsable de la Prospective, des « Sociétés inclusives, innovantes et réflexives » et de la Stratégie énergétique y compris les modèles Économie-Énergie-Environnement. Docteur en sciences économiques, il a écrit 150 articles et 4 livres dont *The Power of Science* et *La réussite de l'Europe – union, énergie et technologie*.